

Selon Gordon Brown, l'Europe ne sert à (presque) rien

par Zaki Laïdi

(Le Monde, 26 octobre 2005)

Face à la globalisation des marchés, l'Europe est-elle le problème ou la solution ? C'est au fond la question qui est posée aujourd'hui à l'Europe. Mais à cette interrogation il y a plusieurs façons de répondre.

On peut penser que l'Europe est la solution, dans la mesure où elle permettrait au continent organisé de filtrer la mondialisation : en influençant ses débats, en bloquant ses effets négatifs ou en faisant masse pour peser face aux autres acteurs.

On peut, à l'inverse, estimer que l'Europe actuelle est désormais trop étriquée, trop rigide et guère performante pour affronter cette mondialisation. Or c'est très clairement cette deuxième position que semble défendre Gordon Brown. Le grand argentier de Sa Majesté, associé et rival de Tony Blair, n'a jamais tenté de se faire passer pour un europhile. Et la position qu'il exprime diffère un peu du point de vue officiel de M. Blair.

Il n'empêche. Dans le texte intéressant qu'il vient de produire, *"Global Europe : full employment Europe"*, il tient un raisonnement sur la globalisation qui aboutit à nier la nécessité d'une Europe politique. C'est naturellement cela qui n'est pas acceptable.

Tout n'est pas contestable dans ce qu'exprime M. Brown. Comparé au débat français, son texte donne la mesure du gouffre intellectuel et politique qui sépare nos deux pays. A la différence des élites françaises, M. Brown, qui est, rappelons-le, travailliste, n'appréhende nullement la mondialisation. Il estime à bon droit qu'elle constitue une source de redistribution de la richesse et de la puissance vers d'autres régions de la planète, notamment l'Asie.

Cette idée est, par exemple, totalement absente du discours français, et de façon plus nette encore à gauche, la force politique qui devrait en être porteuse. De ce point de vue, M. Brown est bien plus internationaliste qu'une bonne partie de la gauche pour qui la mondialisation n'est qu'inégalités, injustices et chaos dérégulateur.

Autre point dans le discours de M. Brown que personne ne reprend en France : la mondialisation n'est pas forcément un processus de nivellement par le bas, mais au contraire une dynamique de compétition vers le haut, spectaculairement illustrée par la montée en gamme des exportations chinoises, la formation en masse de scientifiques de haut niveau, bref, par la capacité de la Chine à nous concurrencer dans les domaines où nous sommes les plus forts. L'idée selon laquelle nous vendons des Airbus aux Chinois, en échange de quoi ils nous vendraient des textiles, sera obsolète dans dix ans. Ils continueront à nous vendre des textiles, mais ils nous vendront aussi des ordinateurs, des machines et des biotechnologies. Il est évident que cette réalité se concrétisera d'autant plus vite que l'Europe affichera une croissance deux fois moins forte que les Etats-Unis et trois fois moins forte que la Chine.

Quand on voit qu'au même moment, en France, l'altermondialisme s'interroge docement pour bâtir une alternative "crédible" au système capitaliste, on prend la mesure du provincialisme

intellectuel français et du caractère régressif de sa frange réputée "progressiste". M. Brown dit des choses justes que l'on aimerait entendre davantage en France. Pour autant, son discours n'est pas pleinement acceptable car il dénie toute pertinence au projet politique européen – sinon l'adaptation à la mondialisation – et le voit comme un obstacle à cette adaptation.

Gordon Brown commence tout d'abord par identifier l'Europe à un espace introverti qu'il compare à un "bloc commercial" (*trade bloc*). On retrouve cette vieille idée américaine d'une Europe forteresse, alors que l'Europe constitue l'espace commercial le plus ouvert du monde. Même si elle continue à se protéger excessivement dans certains secteurs agricoles, cela ne l'empêche pas d'être – et de très loin – le premier importateur du monde de produits agricoles. M. Brown condamne le protectionnisme agricole européen censé causer la perte des pays en développement. Mais il omet soigneusement de dire que cette idée est une fable : la libéralisation des marchés agricoles européens ne profitera pas mécaniquement aux pays en développement. Elle profitera prioritairement et massivement aux pays émergents exportateurs de viande bovine et de céréales. Conduite de manière brutale, elle ruinera les agricultures des autres pays en développement, proches politiquement et historiquement de l'Europe. Cela ne signifie naturellement pas l'immobilisme. Mais cela n'est pas une raison pour nier le fait que l'agriculture n'est pas une activité comme les autres.

Naturellement M. Brown est trop fin politique pour se dévoiler pleinement. Mais tout son texte conduit à accréditer l'idée, fautive, selon laquelle la construction européenne aurait favorisé le repli de l'Europe sur elle-même et qu'il serait temps qu'elle regarde vers le grand large. L'acquis européen est ignoré ou, en tout cas, minoré.

Que devient donc le politique dans tout cela ? Pour M. Brown 0 on touche là le coeur de son message –, la contrainte est globale mais les systèmes politiques sont nationaux. Ce sont ces deux pôles qu'il convient de consolider, rendant superflu le niveau intermédiaire qu'est l'Europe.

Ainsi, M. Brown se déclare très hostile à toute harmonisation fiscale en Europe, et semble se satisfaire d'une "*méthode ouverte de coopération qui n'impose aucune réelle contrainte aux Etats membres*". Le moins qu'on puisse dire est que cette méthode n'a pas été couronnée de succès, mais sans doute est-ce pour cela aussi que M. Brown la défend.

En réalité, le chancelier de l'Echiquier voit l'Europe comme un espace où les Etats-nations européens se doivent de rester solides, tout en se livrant une concurrence acharnée. L'idée d'une solidarité européenne lui est étrangère. En témoigne son opposition à l'argumentation des ressources communautaires, notamment au Fonds d'aide à la croissance, qui prévoit, pourtant, d'allouer 10 milliards d'euros pour faire face aux restructurations et aux délocalisations. Mais à sa décharge on peut dire qu'il n'est pas le seul. La majorité des Etats refusent toujours de donner à l'Union les moyens de sa puissance, quitte à railler son incurie face aux délocalisations.

Originaire d'un pays qui a renoncé à toute industrie pour se spécialiser dans les services à la fois très qualifiés et très peu qualifiés, Gordon Brown voit la Grande-Bretagne sortir vainqueur de cette dynamique. C'est naturellement son droit. Il est d'ailleurs symptomatique qu'il laisse totalement de côté les spécificités du modèle continental : un travail cher, une protection sociale élevée, des standards qualitatifs élevés, des normes environnementales très exigeantes, des aspirations non marchandes non négligeables. Bref, tout ce à quoi les Européens sont attachés est mis sur le compte d'un modèle dépassé.

Plus grave encore, l'absence de toute référence à l'idée de gouvernance mondiale, d'organisation du monde par des normes qui, quoi qu'on en dise, est au coeur du projet européen. Si le seul objectif est de s'adapter à un jeu mondial sans avoir à exprimer ses préférences propres, il n'y a effectivement pas de raison de poursuivre la construction européenne.

C'est là d'ailleurs que l'on peut mesurer à quel point les critiques français de la Grande-Bretagne se trompent. Depuis l'échec du référendum, ils nous répètent que la Grande-Bretagne veut imposer son modèle à l'Europe et y exercer son hégémonie. En réalité, le projet britannique est, à la fois, plus modeste et plus machiavélique. Londres ne cherche pas à s'imposer à l'Europe et n'aspire nullement à lui conférer plus de moyens. Ce qu'elle souhaite, c'est empêcher qu'une Europe politique vienne la "perturber" dans la réalisation de son seul vrai dossier : valoriser la position compétitive de la place britannique dans un monde globalisé. Quitte à laisser les "continentaux" se distraire dans des querelles institutionnelles ou des dispositifs contraignants dont elle ne veut pas.

A l'heure où une grande majorité d'Européens se demandent à quoi sert l'Europe face à la mondialisation, M. Brown répond : *"A rien, puisqu'elle est bien trop grande pour faire face à des problèmes locaux, et bien trop petite pour affronter des enjeux mondiaux."* Entre le local et le global, il n'y a désormais rien ou presque.

Pour ceux qui croient à l'Europe, ce message est naturellement inacceptable. Le drame est que face à lui les voies alternatives sont soit inexistantes, soit décalées. Il n'y a aujourd'hui personne en Europe capable de répondre de façon crédible, cohérente et articulée à Gordon Brown.

* **Zaki Laïdi** est chargé de recherche au Centre d'études et de recherches internationales et professeur à l'Institut d'études politiques à Paris.